

Le Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive est financé conjointement par le Bureau des politiques de développement du Programme des Nations Unies pour le développement et par le gouvernement du Brésil.

## Le *Bantuan Siswa Miskin* (BSM) : un programme indonésien de transfert en espèces destiné aux élèves les plus pauvres

Dyah Larasati et Fiona Howell<sup>1</sup>

### Résumé opérationnel

Le gouvernement indonésien voit dans l'universalité de l'éducation la clé du développement économique et de la prospérité partagée à venir ; c'est pourquoi la prestation de ce service et l'accès de la population à l'éducation constituent pour lui une priorité absolue.

Au fil des dix dernières années, l'Indonésie a ainsi adopté plusieurs réformes majeures visant à faire de l'éducation universelle une réalité. En 2003, le ministère de l'Éducation et de la Culture (MEC) et le ministère des Affaires religieuses (MAR) ont lancé un programme intitulé *Wajib Belajar Sembilan Tahun* rendant obligatoires les neuf premières années de l'enseignement fondamental et visant à encourager les enfants en âge d'aller à l'école de terminer le premier cycle du secondaire.

En 2005 a commencé la mise en œuvre du programme d'Assistance au Fonctionnement Scolaire (le *Bantuan Operasional Sekolah*, BOS), un programme de bourses scolaires directement versées aux écoles primaires et aux collèges, proportionnellement à leur effectif. Conçues pour couvrir les frais d'éducation directs, ces bourses ne tiennent pas compte des dépenses indirectes telles que le transport ou les uniformes scolaires, qui constituent pourtant la principale source de difficultés des ménages à faible revenu. Pour pallier cette lacune, le gouvernement a créé en 2008 un programme de transferts en espèces destiné aux étudiants défavorisés (le *Bantuan Siswa Miskin*, BSM). Ainsi, le BOS supprime d'une part les frais de scolarité tandis que, de l'autre, le BSM couvre les dépenses scolaires indirectes. À eux deux, ces programmes visent à lever les entraves financières qui barrent la route vers l'éducation universelle, à la fois du côté de l'offre et de la demande.

La TNP2K (*National Team for the Acceleration of Poverty Reduction*, ou « Équipe nationale pour l'accélération de la réduction de la pauvreté ») a mené en 2011 un projet d'évaluation à partir des données fournies par l'Enquête socio-économique nationale de 2009 (*Survei Sosial Ekonomi Nasional*, Susenas). Cette enquête a révélé que la méthode de ciblage du programme BSM était inefficace, dans la mesure où seuls 4 pour cent des bénéficiaires destinés au primaire et au premier cycle du secondaire parvenaient effectivement aux 10 pour cent des familles les plus défavorisées. Pire encore : moins de 2 pour cent des bénéficiaires du BSM destinés au second cycle du secondaire parvenaient effectivement aux ménages les plus défavorisés.

Au vu de ces constats et dans l'intention de réformer le système de ciblage du BSM, la TNP2K a formulé en 2012 un certain nombre de recommandations à l'attention du MEC et du MAR. Grâce à l'utilisation du Registre unifié de la TNP2K (*Unified Database*, UDB), les ministères responsables de la mise en œuvre de ce programme ont modifié le système de ciblage du BSM en préférant un mode de sélection direct des élèves et des ménages défavorisés au système antérieur, qui passait par l'intermédiaire des établissements scolaires. Les élèves ainsi sélectionnés recevaient ensuite une carte d'ayant droit du BSM et une carte de Protection sociale (*Kartu Perlindungan Sosial*, KPS). En 2014, le taux de participation au BSM (recensé à partir du nombre de carte de Protection sociale et du BSM) À la fin de l'année 2013, le taux d'adhésion d'étudiants éligibles au programme BSM (estimé à partir du nombre de cartes KPS et BSM) a atteint environ 60 pour cent du quota total alloué, ce qui équivaut à environ 7 millions d'étudiants. Des travaux de recherche supplémentaires sont prévus pour identifier d'autres obstacles à la participation scolaire des enfants issus des familles défavorisées.

### Introduction

En Indonésie, où le taux net d'inscription en école primaire (1 à 6 ans) s'élève à 92,49 pour cent aussi bien pour les filles que pour les garçons (*Statistics Indonesia*, 2013), les progrès vers l'enseignement primaire universel pour les deux sexes ne se sont pas arrêtés là. Le taux de passage entre le premier et le second cycle du secondaire a lui aussi augmenté pour les filles comme pour les garçons. En 2003, le gouvernement indonésien a lancé le *Wajib Belajar Sembilan Tahun*, un programme rendant obligatoires les neuf premières années de l'éducation fondamentale afin de permettre à un plus grand nombre d'enfants en âge d'être scolarisés de terminer le premier cycle du secondaire. En 2013, les taux nets d'inscription au collège et au lycée étaient respectivement de 73,72 pour cent et de 53,89 pour cent, selon *Statistics Indonesia*.

En Indonésie, ce sont le ministère de l'Éducation et de la Culture et le ministère des Affaires religieuses qui sont en charge de l'enseignement. Sur un total de plus de 53 millions d'enfants scolarisés, plus de 45 millions (85 pour cent) fréquentent régulièrement des écoles administrées par le MEC et 8 millions (15 pour cent) sont inscrits dans des écoles confessionnelles, ou *madrasah*, administrées par le MAR<sup>2</sup>. La Loi sur le système d'enseignement national (*UU-Sisdiknas*,<sup>3</sup> No. 20/2003) stipule que le financement de l'enseignement doit être réparti entre le gouvernement central, les gouvernements locaux et les communautés afin de garantir à tout citoyen âgé de sept à quinze ans un accès gratuit à l'éducation. Les gouvernements central et locaux allouent un minimum de 20 pour cent de leur budget annuel (respectivement baptisés "Budget national" et "Budgets régionaux des recettes et dépenses")<sup>4</sup> à la couverture des frais de l'enseignement (investissements, fonctionnement, personnel).<sup>5</sup>

Pendant la crise économique de 1997-1998, le gouvernement a créé plusieurs programmes de protection sociale, dont une initiative de bourse scolaire destinée à aider les familles affectées par la crise. Cette initiative, conçue pour couvrir les frais d'inscription et autres dépenses liées à l'activité scolaire, est soumise à la conditionnalité de la fréquentation scolaire. En 2000, un autre programme de bourse a vu le jour dans le cadre de la réallocation des dépenses préalablement allouées aux subventions des carburants. Ces deux initiatives ont par la suite donné lieu au BSM.

En 2005 a commencé la mise en œuvre du programme d'Aide au fonctionnement scolaire (le *Bantuan Operasional Sekolah*, BOS), un programme de bourses scolaires directement versées à toutes les écoles primaires et à tous les collèges. Ce programme, conçu pour supprimer le besoin de payer des frais de scolarité, faisait partie de l'initiative du gouvernement rendant obligatoires les neuf premières années de l'éducation fondamentale (*Wajib Belajar Pendidikan Dasar (Wajar Dikdas) 9 Tahun*). Sept ans après son lancement, le ByOS concerne plus de 200 000 des 220 000 écoles primaires et collèges du pays et la valeur des bourses attribuées par élève a doublé. Actuellement, les écoles primaires reçoivent en effet 580 000 roupies indonésiennes (ou IDR), soit 48 dollars<sup>6</sup> par an et par élève inscrit ; les collèges reçoivent quant à eux 710 000 IDR, soit 59 dollars par élève et par an (Banque mondiale, 2012a). L'objectif du BOS était de supprimer les frais de scolarité et d'accorder aux écoles l'autonomie en matière de décisions relatives aux installations, aux enseignants, au personnel de soutien et aux équipements nécessaires à leur fonctionnement.

En 2008, pour compléter le BOS, le gouvernement a perfectionné le système de bourses destinées aux élèves défavorisés en créant le programme BSM. Celui-ci offre des transferts en espèces aux élèves issus de ménages défavorisés et inscrits dans des écoles publiques, de l'enseignement primaire à l'université. L'objectif du BSM était de supprimer les obstacles à la scolarisation, de faciliter l'accès des enfants vulnérables et défavorisés à l'enseignement, de prévenir

le décrochage scolaire et de répondre aux besoins éducatifs des enfants vulnérables. Les bénéficiaires du BSM sont censés couvrir les frais liés à l'activité scolaire, tels que les achats de manuels ou les dépenses de transport et d'uniforme scolaires. Le BSM est financé par le gouvernement central, qui ne demande aucune contribution ni participation, aussi bien de la part des bénéficiaires que des gouvernements locaux ou des écoles (Banque mondiale, 2012b). La conjugaison de ces deux programmes vise à lever les entraves financières qui barrent la route vers l'éducation universelle, à la fois du côté de l'offre et de la demande.

### L'enseignement à la portée des enfants issus des ménages pauvres

Malgré les impressionnants progrès réalisés au fil de la dernière décennie en matière de scolarisation primaire et d'égalité des sexes, la hausse du taux de réussite scolaire concerne avant tout les élèves non pauvres. En 2010, plus de 3,5 millions d'enfants âgés de 7 à 15 ans n'étaient pas scolarisés, dont 1,4 million d'enfants en âge d'aller à l'école primaire et 2,1 millions en âge d'aller au collège, selon les chiffres du recensement. La plupart de ces enfants non scolarisés quittent l'école à des étapes charnières, entre l'école primaire et le collège ou entre le collège et le lycée. Dans le secondaire, la probabilité pour que les élèves arrivant au bout du premier cycle n'appartiennent pas à des familles pauvres était de 27 pour cent, contre 45 pour cent pour ceux qui terminent le second cycle (Banque mondiale, 2012b). De plus, les enfants issus de ménages pauvres présentaient un risque quatre fois plus élevé de décrochage scolaire que ceux issus des ménages les plus aisés ; quant aux enfants handicapés, 70 pour cent d'entre eux n'allaient pas à l'école (Corby et Rice, 2009).

Le Registre unifié<sup>7</sup> recensait plus de 800 000 enfants issus des 40 pour cent les plus pauvres de la population, âgés de 7 à 12 ans (437 000 garçons et 378 000 filles) et qui n'étaient jamais allés à l'école. Or, les enfants ayant suivi un parcours scolaire de moins de quatre ans sont susceptibles de devenir des adultes analphabètes fonctionnels et présentent donc un risque plus élevé de tomber dans la pauvreté (Newhouse et Suryadarma, 2011; *RESULTS International*, 2012).

**Tableau n°1**  
**Comparaison du nombre de bénéficiaires du BSM en 2013-2014 (année académique)**  
**et du nombre global d'élèves en 2012-2013 par niveau d'enseignement.**

Niveau d'enseignement	Élèves	Bénéficiaires BSM année académique 2013-2014 (effectif)	Bénéficiaires BSM (%)
<b>MEC (total)</b>	<b>45 200 000</b>	<b>12 600 000</b>	<b>28</b>
École primaire	26 900 000	8 000 000	30
Collège	9 600 000	2 900 000	30
Lycée	8 700 000	1 700 000	20
<b>MAR (total)</b>	<b>8 100 000</b>	<b>2 800 000</b>	<b>34</b>
Ecoles primaires confessionnelles	3 600 000	1 400 000	40
Collèges confessionnels	3 400 000	950 000	28
Lycées confessionnels	1 100 000	390 000	35
<b>Total</b>	<b>53 300 000</b>	<b>15 400 000</b>	<b>29</b>

Source: données de l'Agence nationale de planification du développement (Bappenas) sur le BOS pour l'année académique 2012-2013 pour l'année scolaire et sur le BSM pour l'année académique 2013-2014.  
N.B. : les valeurs ont été arrondies à la centaine de milliers la plus proche.

## Le BSM : méthode de ciblage, couverture et gestion avant la réforme de 2012

### Méthode de ciblage

Le projet d'évaluation conduit par la TNP2K en 2011 à partir des données de l'enquête Susenas 2009 a révélé que l'efficacité de la méthode de ciblage employée par le BSM était limitée dans la mesure où de nombreux ménages ne vivant pas en situation de pauvreté recevaient le BSM (erreur d'inclusion) alors que de nombreux enfants vivant dans des ménages pauvres ne le recevaient pas (erreur d'exclusion) ; de plus, le montant des bénéficiaires versés était bien plus élevé que les provisions destinées au paiement de ces derniers. Les problèmes de délais et de retards dans le versement des bourses ont par ailleurs contribué à faire baisser le taux de scolarisation des enfants appartenant aux ménages pauvres (RAND, 2013). Les taux de couverture des ménages en situation de pauvreté et de vulnérabilité comprenant des enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire ou au collège se situaient respectivement autour de 4 pour cent et 3,4 pour cent, tandis que le taux de couverture des ménages pauvres comprenant des adolescents en âge d'aller au lycée, encore plus bas, tombait sous la barre des 2 pour cent.

Ces erreurs de ciblage étaient en partie imputables au processus de sélection mené par les écoles elles-mêmes, puisque celles-ci ne pouvaient sélectionner les bénéficiaires que parmi les élèves déjà inscrits dans leur établissement. Non seulement cette méthode excluait les enfants non scolarisés (plus susceptibles de provenir de ménages pauvres), mais elle était également appliquée de manière discrétionnaire et parfois subjective. De plus, comme le processus de sélection variait selon les écoles, il était difficile à superviser. L'analyse faite par la TNP2K de ce mécanisme de ciblage a révélé que la probabilité que les bénéficiaires sélectionnés soient issus de ménages pauvres ou de ménages non pauvres était la même.

Comme le montre le tableau n°1, les bénéficiaires du BSM pendant l'année scolaire 2013-2014 représentaient 29 pour cent de la population scolarisée, soit près de 15,5 millions d'élèves sur un total de 53,4 millions, tous types d'établissements confondus (confessionnels ou non). Les écoles confessionnelles concentraient toutefois un plus grand nombre de boursiers, avec 34 pour cent de bénéficiaires contre 28 pour cent pour les écoles standard.

### Couverture

De 2008 à 2012, le nombre de bénéficiaires du BSM sur l'ensemble du système scolaire a continué d'augmenter, mais le montant des

bénéfices alloués à chaque niveau est demeuré inchangé. À partir de l'analyse de l'enquête Susenas 2009, on peut constater que les bourses versées aux élèves du secondaire issus de ménages pauvres représentaient environ 30 pour cent des bourses versées à l'ensemble des ménages. La valeur limitée du bénéfice BSM conjuguée aux fréquents retards de paiement a contribué à réduire l'efficacité de ce programme.

### Gestion

La complexité de la structure administrative du BSM a engendré des défaillances de gestion. Aucun budget spécifique n'a en effet été constitué pour réaliser un suivi des résultats du programme, pour sensibiliser la population ou pour s'assurer que les bourses bénéficiaient bien aux élèves visés (Banque mondiale, 2012b). En outre, les méthodes de paiement varient selon les ministères. Pour l'année scolaire 2013-2014, le MEC a en effet choisi l'Association bancaire locale (*Bank Pembangunan Daerah*) pour procéder au versement des bourses de l'ensemble du système scolaire (enseignements primaire et secondaire). Du côté du MAR en revanche, le bureau des affaires religieuses de chaque province ou district peuvent choisir une institution de paiement du BSM pour les *madrasah* privées ; au contraire, étant donné que chaque province ou district est chargé de transférer directement les fonds du BSM sur le compte de chaque *madrasah* publique, ou « DIPA »<sup>8</sup> *madrasah*, les *madrasah* publiques sont investies de l'autorité leur permettant de sélectionner leurs institutions de paiement indépendamment du gouvernement local. De plus, le manque de sensibilisation réalisée autour du programme a entretenu la confusion chez différents acteurs (administration des provinces et districts, écoles et *madrasah*, communautés et familles).

Pour résumer, le système de sélection mis en œuvre par l'école elle-même a entraîné des défauts de ciblage et a créé des intérêts locaux. La variété des ministères, des départements et des procédures de paiement du BSM conjuguée à l'absence d'un budget consacré à la gestion unifiée du programme a également limité la portée globale du programme.

### La réforme progressive du BSM

Début 2012, à la suite de l'évaluation du BSM réalisée par la TNP2K en 2011 dont il a été question plus haut, une série complète de réformes a été proposée aux deux ministères responsables de ce programme (le MEC et le MAR) dans le but :

Tableau n°2

Coûts annuels du système d'enseignement (fonctionnement et personnel),\* 2009

Niveau d'enseignement	Coûts du système d'enseignement			
	Coûts de fonctionnement		Autre/dépenses personnelles liés à l'enseignement	
	IDR	USD	IDR	USD
École primaire	210 000	18	910 000	76
Collège	390 000	33	1 390 000	116
Lycée	940 000	78	1 660 000	138

Source: calculs de la TNP2K à partir de l'enquête Susenas 2009.

\* Les coûts de fonctionnement (frais de scolarité) sont couverts par le programme BOS. Les frais individuels supplémentaires (transports, uniformes scolaires, dépenses quotidiennes, etc.) doivent être pris en charge par la famille.

- de perfectionner la méthode de ciblage du BSM pour étendre sa couverture aux élèves appartenant à des ménages pauvres ;
- d'augmenter le taux d'inscription dans le secondaire des élèves issus de ménages pauvres ;
- de revoir à la hausse le montant des bénéficiaires pour chaque niveau scolaire ; et
- de modifier le calendrier des paiements du BSM pour le faire coïncider avec le calendrier scolaire.

Étant données la complexité et les caractéristiques uniques du BSM, il était prévu que ces réformes soient suivies de près et mises en œuvre progressivement avant que ce programme ne passe à la vitesse supérieure et ne soit étendu à l'échelle nationale.

La première phase des réformes a été planifiée et exécutée début 2012. Il s'agissait alors d'obtenir de meilleurs taux de passage entre le primaire et le secondaire. Pour ce faire, la méthode de ciblage a été modifiée : au lieu d'être confiée à l'école, la sélection se faisait directement parmi les élèves éligibles issus des ménages pauvres à partir des données du Registre unifié de la TNP2K tout en adaptant la répartition des quotas du BSM à chaque district selon son taux de pauvreté, de décrochage scolaire et d'abandon. Le suivi des effets de cette phase de réformes a permis d'identifier plusieurs problèmes de mise en œuvre, notamment des retards logistiques, des obstacles géographiques et un manque d'information dans le Registre unifié concernant les enfants en âge d'être scolarisés.

La seconde phase de réformes, prévue pour début 2013, concernait 670 000 bénéficiaires potentiels, dont 220 000 élèves entrant en première année de primaire et 450 000 entrant en

première année de secondaire. Toutefois, une décision historique est intervenue avant le début de l'application de cette réforme : le gouvernement indonésien a décrété la réduction des subventions nationales finançant les carburants et la réinjection des économies ainsi réalisées par l'État dans un mécanisme de compensation passant par différents programmes d'assistance sociale, dont le BSM, afin d'en faire bénéficier 15 millions de ménages en situation de pauvreté et de vulnérabilité. De la sorte, à chaque niveau scolaire du primaire et du secondaire, le montant des bénéficiaires du BSM a augmenté et la couverture des élèves éligibles a été étendue, comme il a été dit plus haut.

### 2013 - Le programme d'expansion du BSM

Le 22 juin 2013, le gouvernement a décidé la hausse des prix des carburants subventionnés et la mise en place d'un mécanisme de compensation censé limiter l'impact de cette mesure sur les familles pauvres. Dans la lignée de cette initiative, le Programme pour l'expansion et l'accélération des programmes de protection sociale (*Program Perluasan dan Percepatan Perlindungan Sosial, P4S*) et la Carte de protection sociale (*Kartu Perlindungan Sosial, KPS*) ont été créés. Dans le cadre des réformes du P4S, la révision du budget national de 2013 a alloué davantage de fonds au MEC et au MAR (voir le tableau n°3) afin d'étendre la couverture du BSM. Entre les années scolaires 2011-2012 et 2012-2013, le nombre des bénéficiaires du BSM est ainsi passé de 8,7 millions à 16,6 millions d'enfants en âge d'être scolarisés issus des 15,5 millions de ménages pauvres et vulnérables ayant reçu la KPS en 2011. Les ménages ayant inscrit à l'école leur enfant en âge d'être scolarisé et ayant présenté leur KPS ou leur carte de bénéficiaire potentiel du BSM (expédiée avant le lancement du programme KPS) étaient en droit de demander leur adhésion au BSM, conformément aux

**Tableau n°3**  
**Couverture du BSM et bénéfice par élève et niveau d'enseignement, 2012-2014**

Niveau d'enseignement	Élèves bénéficiaires du BSM (nombre)				Bénéfice du BSM par niveau d'enseignement (USD, par an et par élève)
	2012	2013 (2 <sup>nd</sup> semestre de l'année scolaire 2012-2013)	Mi-2013 (budget national révisé/ APBN-P* pour le premier semestre de 2013-2014)	2014 (2 <sup>nd</sup> semestre de l'année académique 2013-2014)	
<b>MEC (total)</b>	<b>5 900 000</b>	<b>5 900 000</b>	<b>12 600 000</b>	<b>9 200 000</b>	
École primaire	3 500 000	3 500 000	8 000 000	6 000 000	38
Collège	1 300 000	1 200 000	2 900 000	2 200 000	63
Lycée	500 000	600 000	700 000	550 000	84
Formation professionnelle	600 000	600 000	1 000 000	425 000	
<b>MAR (total)</b>	<b>1 800 000</b>	<b>2 800 000</b>	<b>2 800 000</b>	<b>2 000 000</b>	
École primaire (confessionnelle)	800 000	1 400 000	1 400 000	800 000	38
Collège (confessionnel)	600 000	950 000	950 000	800 000	63
Lycée (confessionnel)	400 000	400 000	400 000	400 000	84
<b>Total</b>	<b>7 700 000</b>	<b>8 700 000</b>	<b>15 400 000</b>	<b>11 200 000</b>	

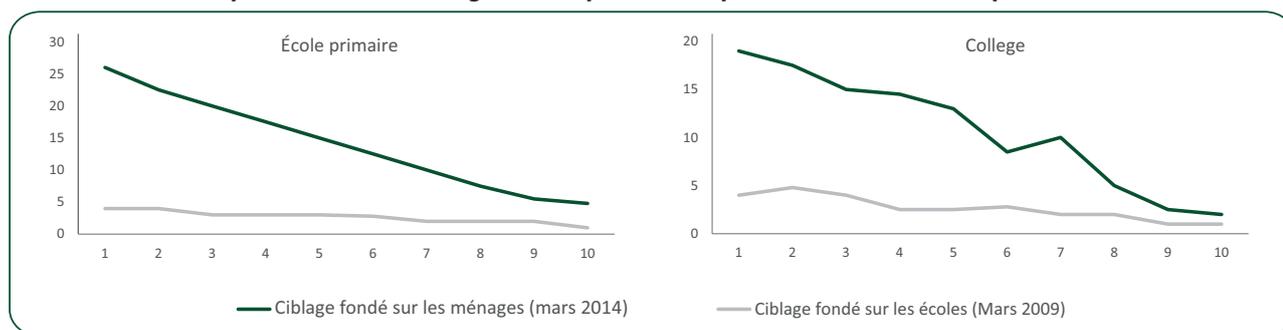
Source: données de l'Agence nationale de planification du développement (Bappenas), MEC et MAR (*Pedoman Umum Pelaksanaan Program BSM SD-SMP-SMA-SMK et Madrasah/BSM Implementation Guidance Book for Primary, Junior Secondary, Senior Secondary and Madrasah for 2013 and 2014 BSM Implementation*).

N.B. : les valeurs ont été arrondies à la centaine de milliers la plus proche.

\* APBN-P = *Anggaran Pendapatan dan Belanja Negara-Perubahan* (Budget national révisé des recettes et dépenses).

## Schéma n°1

### Évaluation 2014 des performances de ciblage du BSM par TNP2K à partir des données de l'enquête Susenas (mars 2014)\*



\*Évaluation 2014 des performances de ciblage du BSM par TNP2K à partir des données de l'enquête Susenas (mars 2014)

dispositions du programme P4S. Ensuite, c'est l'école où avait été inscrit l'enfant qui confirmait au ménage son affiliation au BSM.

Les premiers résultats indiquent que 42 pour cent des bénéficiaires du BSM sont des enfants issus de ménages pauvres détenteurs d'une KPS. Il reste d'importants obstacles de mise en œuvre à surmonter, surtout dans les régions les plus reculées de l'Indonésie, où le problème majeur concerne la diffusion au niveau local des informations relatives à la nouvelle politique du BSM.

La nouvelle méthode de ciblage direct du BSM a permis de faire passer la proportion d'élèves éligibles bénéficiant du BSM de 3-4 pour cent pour les déciles 1, 2 et 3 en 2009<sup>9</sup> à 42 pour cent des élèves pauvres et vulnérables issus des 25 pour cent les plus pauvres de la population (déciles 0 à 2,5) en 2013 et 62 pour cent des élèves pauvres et vulnérables en 2014. Grâce à cette méthode directe, les élèves pauvres et vulnérables pourraient poursuivre leurs études et franchir avec succès la transition entre l'enseignement primaire et secondaire, puis entre le premier et le deuxième cycle du secondaire.

De plus, indépendamment du type d'établissement (confessionnel ou non), le montant du bénéfice est passé de 380 000 à 450 000 roupies (32 à 38 dollars) par an et par élève de primaire et de 550 000 à 750 000 roupies (46 à 63 dollars) par an et par collégien (voir tableau n°3). En ce qui concerne le bénéfice annuel des lycéens, il était déjà passé de 750 000 à un million de roupies (63 à 84 dollars) entre 2012 et 2013 (années fiscales).

La fréquence des versements est par ailleurs passée d'une à deux fois par an : le premier était prévu pour le premier semestre (août-septembre), dès le début de l'année scolaire, et le second pour le second semestre (mars avril). Modifier le calendrier des bénéfices du BSM peut permettre de réduire le taux de décrochage des élèves en situation de pauvreté et de vulnérabilité et les inciter à terminer chaque niveau scolaire.

Une gestion conjointe du BSM par les départements techniques du MEC et du MAR serait plus efficace et permettrait une plus grande cohérence du travail de sensibilisation et de son processus de mise en œuvre. Pour gérer le BSM, il est nécessaire de mettre au point un système d'information complet et intégré afin de garantir la continuité des bénéfices perçus par les élèves éligibles de l'année scolaire 2013-2014 tout au long de leur scolarité, indépendamment du type d'établissement où ils choisirent de s'inscrire (confessionnel ou non). Grâce à un tel outil, il serait possible de suivre le parcours des bénéficiaires au fil des niveaux d'apprentissage, d'évaluer si les transferts du BSM sont suffisants ou non et de fournir des preuves plus solides de l'impact du BSM.

## Observations finales

Le rôle joué par le BSM est essentiel pour maintenir la fréquentation scolaire des élèves pauvres, réduire le décrochage scolaire, augmenter les taux de passage et donc réduire le niveau de pauvreté de l'Indonésie et aider ce pays à atteindre ses Objectifs du millénaire pour le développement.

La dernière évaluation du BSM menée par TN2PK sur la base de données fournies par Susenas (mars 2014) a montré qu'un ciblage direct des bénéficiaires du BSM fondé sur le KPS a permis d'améliorer le ciblage du BSM, plus particulièrement dans le cas des étudiants appartenant au décile le plus pauvre. Comme le montre le schéma n° 1, la part des bénéficiaires appartenant au décile le plus pauvre en 2014 a atteint les vingt-cinq pour cent, alors qu'elle n'était que de cinq pour cent en 2009, ce qui montre que de nombreux étudiants pauvres ont accès au BSM grâce à la réforme de 2013.

La capacité des familles et des individus à entrer dans le système scolaire peut toutefois se trouver entravée par des barrières sociales créées par des structures et institutions culturelles ou encore par des préjugés liés au sexe ou à l'origine ethnique. Un obstacle supplémentaire peut survenir si les parents du bénéficiaire se trouvent dans l'incapacité d'apporter un soutien scolaire à leur enfant du fait d'un niveau d'éducation limité ou d'une maîtrise insuffisante de la langue dans laquelle est dispensé l'enseignement. Par ailleurs, le taux de scolarisation et l'assiduité scolaire peuvent être affectés par un accès limité aux transports publics, par les frais de transport ou le temps passé dans ces derniers. Au moment de mettre sur pied des programmes d'intervention conçus pour remédier aux inégalités, il est essentiel de prendre tous ces facteurs en compte, auxquels s'ajoutent encore les disparités géographiques des taux d'inscription, l'incapacité du système de transport à desservir les régions les plus reculées, les barrières linguistiques et le taux d'absentéisme des professeurs.

Le BSM pourrait fonctionner de manière plus efficace dans plusieurs domaines et notamment supprimer les obstacles financiers auxquels se trouvent confrontés les élèves marginalisés, permettre aux élèves pauvres de jouir de l'accès à l'enseignement auquel ils ont droit, prévenir le décrochage scolaire et aider à répondre aux besoins éducatifs des enfants vulnérables. Le BSM peut en outre contribuer à maintenir la fréquentation scolaire des enfants des deux sexes issus des ménages en situation de pauvreté et de vulnérabilité car, comme le montrent les données de 2013 publiées par *Statistics Indonesia*, le taux de scolarisation est déjà élevé chez les enfants en âge d'aller à l'école primaire (98,36 pour cent) et au collège (90,68 pour cent), et ce même pour les enfants des déciles les plus pauvres. Ce programme devrait donc s'attacher à faciliter l'accès des élèves

pauvres à l'enseignement secondaire et à encourager ces derniers à terminer le lycée. Le perfectionnement du BSM pourrait également permettre à ce programme de couvrir une trajectoire scolaire de douze ans englobant la formation professionnelle et les parcours éducatifs informels et garantir de cette manière à l'Indonésie une main d'œuvre mieux éduquée pour construire l'avenir du pays. ■

1. Dyah Larasati et Fiona Howell travaillent à la TNP2K, dans l'équipe de travail du groupe 1 et dans le groupe de travail sur les politiques. Toute erreur contenue dans ce document n'est imputable qu'à ses auteurs.
2. À partir des données relatives au BOS datant de 2013 et fournies par l'Agence nationale de planification du développement (Bappenas).
3. *Sistem Pendidikan Nasional*.
4. *Anggaran Pendapatan dan Belanja Negara* (Budget national des recettes) et *Anggaran Pendapatan dan Belanja Daerah* (Budget régional des recettes et dépenses).
5. Au fil des cinq années antérieures, le budget de l'éducation a plus que doublé, passant de 1 600 millions à 4 200 millions de roupies indonésiennes entre 2008 et 2013.
6. Dans cette étude, un dollar USD correspond à 12 000 IDR ; ce taux de change de 2013 est utilisé pour toutes les conversions de devises. Les sommes indiquées en dollars ont été arrondies au dollar le plus proche.
7. Ce registre contient les indicateurs de pauvreté, les noms et adresses des 40 pour

cent les plus pauvres de la population indonésienne, ce qui représente environ 24 millions de ménages. Ce document fournit une méthode sérieuse de ciblage fondée sur l'utilisation du PTM (*proxy means testing*) pour les 40 pour cent les plus pauvres de la population ; il est utilisé pour la planification, l'exécution et la coordination des programmes de protection sociale à l'échelle locale, régionale et nationale.

8. *Le Daftar Isian Pelaksanaan Anggaran* (DIPA — *Liste des postes du budget liés à la mise en œuvre du programme*) est un document de référence pour chaque institution gouvernementale. Il recense les postes de dépense prévus et fournit des détails sur la manière dont le budget national approuvé (APBN) va être utilisé.
9. Analyse faite en 2012 par la TNP2K à partir des données de l'enquête Susenas 2009.

Ce Policy Research Brief est une publication conjointe du Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive (IPC-IG), Brésil, et de la Tim Nasional Percepatan Penanggulangan Kemiskinan (TNP2K), Indonésie.

La Tim Nasional Percepatan Penanggulangan Kemiskinan (TNP2K) est une équipe ministérielle présidée par le Vice-président de la République d'Indonésie. Sa mission consiste à coordonner les programmes de politique stratégique pour la réduction de la pauvreté en Indonésie. La TNP2K joue le rôle d'une cellule de réflexion en matière de politiques ; son but est de promouvoir le processus d'élaboration de politiques fondé sur les faits et le savoir.

La TNP2K a été fondée par le gouvernement indonésien et jouit du soutien du gouvernement australien par le biais du mécanisme de soutien à la réduction de la pauvreté (Poverty Reduction Support Facility, PRSF).

## Références:

Banque asiatique de développement (2007). « *Integration of Poverty Considerations in Decentralized Education Management* », *Rapport sur la mise en œuvre de l'assistance technique*, TA 3957-INO. Manila, Banque asiatique de développement, <<http://www.adb.org/sites/default/files/projdocs/2007/34147-INO-TCR.pdf>> (page consultée le 14 juin 2014).

Bappenas (2013). *Review of a Decade of Gender Mainstreaming in Education in Indonesia*. Jakarta, ministère de la Planification du développement national.

Centre de recherche sur la santé, Université d'Indonésie (2010). *PKH Spot Check Quantitative and Qualitative Assessments to Monitor Household Conditional Cash Transfers Operations*. Jakarta, Centre de recherche sur la santé, Université d'Indonésie.

Corby, N. et N. Rice (2009). *Banking on Education?* Brookvale, RESULTS International Australia.

Newhouse, D. et D. Suryadarma (2011). « *The Value of Vocational Education: High School Type and Labor Market Outcomes in Indonesia* », *The World Bank Economic Review*, 25(2): 296–322.

RAND (2013). *Urban Poverty and Program Review. Policy Note*, janvier 2013. Jakarta, RAND.

RESULTS International (Australie) (2012). *Education for All: Or Those Just Easier to Reach? Returns to Junior Secondary Education and the Role of Education in Moving People Out of Poverty – The Case of Indonesia*. Washington, DC, USAID.

Statistics Indonesia (2010). *Hasil Sensus Penduduk 2010 Data Agregat Per Provinsi*. Jakarta, Statistics Indonesia.

Statistics Indonesia (2013). 'Education Indicators, 1994–2013', site internet de *Statistics Indonesia*.

Jakarta, Statistics Indonesia, <[http://www.bps.go.id/eng/tab\\_sub/view.php?kat=1&tabel=1&daftar=1&id\\_subyek=28&notab=1](http://www.bps.go.id/eng/tab_sub/view.php?kat=1&tabel=1&daftar=1&id_subyek=28&notab=1)> (page consultée le 14 juin 2014).

Suryahadi, A., U.R. Raya, D. Marbun and A. Yumna (2012). 'Accelerating Poverty and Vulnerability: Trends, Opportunities and Constraints', *Working Paper*. Jakarta, Institut de recherche SMERU.

Banque mondiale (1999). *Consulting with the Poor*. Jakarta, Banque mondiale.

Banque mondiale (2012a). 'Opening the Doors to Education for a Generation of Young Indonesians', site internet de la Banque mondiale, <<http://www.worldbank.org/en/news/2012/08/03/opening-the-doors-to-education-for-a-generation-of-young-indonesians>> (page consultée le 14 juin 2014).

Banque mondiale (2012b). 'Bantuan Siswa Miskin: Cash Transfers for Poor Students', *Social Assistance Programme and Public Expenditure Review*, 5 (67319). Jakarta, Banque mondiale.

Traduit par Amélie Courau.

Les opinions exprimées dans cette note de synthèse sont celles de ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement brésilien, du gouvernement indonésien, du gouvernement australien ni celles du Programme de Développement des Nations Unies.



Australian Government

Department of Foreign Affairs and Trade



Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive  
Programme des Nations Unies pour le développement

SBS, Quadra 1, Bloco J, Ed BNDES, 13º andar  
70076-900 Brasília - DF - Brazil

Téléphone: +55 61 2105 5000  
E-mail: [ipc@ipc-undp.org](mailto:ipc@ipc-undp.org) ■ URL: [www.ipc-undp.org](http://www.ipc-undp.org)